

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 9 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS ex LAFARGE HOLCIM Granulats

14/16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-les-Moulineaux

Références : UD/2024-219
Code AIOT : 0005502783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS ex LAFARGE HOLCIM Granulats implanté Montlouis 35150 Janzé. L'inspection a été annoncée le 02/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS ex LAFARGE HOLCIM Granulats
- Montlouis 35150 Janzé
- Code AIOT : 0005502783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Montlouis est une carrière de roches massives située à Janzé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Stockage de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1	Sans objet
2	Production	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.4	Sans objet
3	Accidents incidents	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.8	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 6.2	Sans objet
5	Plan	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2.1	Sans objet
6	Profondeur de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5	Sans objet
8	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 2.3	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5	Sans objet
10	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5.5	Sans objet
11	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5.5	Sans objet
12	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5.6	Sans objet
13	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6	Sans objet
14	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.3	Sans objet
15	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.4.3	Sans objet
17	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La conformité de certains points de contrôle concernant l'eau et les poussières n'a pas pu être validée en raison de l'instruction en cours du porter à connaissance (PAC) déposé en juillet 2023. Ces sujets seront traités dans le cadre du PAC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative, rubriques
Prescription contrôlée : ICPE 2510-1 Exploitation de carrières Production annuelle maximale : 800 000 t. Autorisation 2515-1 Puissance maximale installation fixe : 1800 kW. Autorisation 2517-1 Environ 45 900 m ² Enregistrement 2720-2 Quantité déjà stockée en m ³ : 1000 m ³ de boues humides soit 500 m ³ de boues sèches environ. Quantité totale estimée sur la durée de l'exploitation : 10 000 m ³ de boues humides. Autorisation 1435-3 volume annuel équivalent 600 m ³ de GNR. Déclaration contrôlée 4734-1 Capacité totale de stockage : 1 cuve enterrée de GNR : 34 t. Total 43 t. Non classé 4734-2 Capacité totale de stockage : 2 cuves de GNR : 2x2 t. Total 4 t. Non classé 2920 puissance inférieure à 50 kW. Non classé 2930 surface de l'atelier 390 m ² . Non classé IOTA 2.2.1.0. Débit maximal de rejet mesuré 73,8 m ³ /h soit 1771 m ³ /j. Débit moyen annuel du ruisseau de Merquelande au droit de la carrière de Montlouis estimé au prorata de la surface du bassin versant à 165,4 l/s soit environ 14 290 m ³ /j. Le débit de rejet représente donc environ 12,4 % du module moyen du ruisseau de Merquelande. Déclaration 2.2.3.0. Concentrations maximales autorisées au rejet par l'Arrêté du 21 janvier 2009 modifié : MEST : 35 mg/l, DCO : 125 mg/l, hydrocarbures : 10 mg/l, métaux (Fe + Al) < 5 mg/l. Flux maximal supérieur au R2 défini par l'arrêté du 09/08/2006 : DCO : 125 mg/l * 1771 m ³ /j = 221 kg/j (R2 = 120 kg/j) Hydrocarbures : 10 mg/l * 1771 m ³ /j = 17,7 kg/j (R2 = 0,5 kg/j) Métaux (Fe + Al) < 5 mg/l * 1771 m ³ /j = 8855 g/j (R2 = 125 g/j). Autorisation 2.2.4.0. Apport maximal journalier en sels dissous : Chlorures : 258 mg/l * 1771 m ³ /j = 0,457 t/jour Fluorures : 0,375 mg/l * 1771 m ³ /j =< 0,001 t/jour Sulfates : 600 mg/l * 1771 m ³ /j = 1,063 t/jour Soit au total au maximum : 2t/jour. Déclaration
Constats : L'exploitant n'a aucune modification de rubrique ICPE ou IOTA à déclarer. Il est à noter que les rubriques ont été ajustées dans le PAC déposé en juillet 2023 suite à des modifications dans la nomenclature.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Production annuelle
Prescription contrôlée : La production maximale de matériau extrait du gisement, calculée sur une période d'un an, est limitée à 800 000 tonnes.
Constats : L'exploitant indique une production de 358 000 tonnes pour l'année 2023. Le gisement restant a été réévalué en 2023 à 2 050 000 tonnes. L'exploitant indique que le gisement s'amenuise et que l'extraction sera terminée dans un horizon de 4 à 5 ans environ. Après, il n'y aura que du remblaiement (option de remise en état prévue par l'arrêté actuel). > L'exploitant doit donc s'interroger sur le devenir de la carrière et envisager sa transformation en installation de stockage de déchets inertes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accidents incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Accidents incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a eu aucun accident ni incident sur la carrière en 2023. Un couple de faucons pèlerins est présent sur la carrière mais ne niche pas, il est suivi par Bretagne Vivante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de l'autorisation doit constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance.
Constats : L'exploitant a transmis la nouvelle attestation de garanties financières en amont de l'inspection, le 21 février 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords, dans un rayon de 50 mètres ; les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ; les bords de la fouille ; la position des stocks; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; le réseau de circulation des eaux; les zones remises en état. Ce plan permet également d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets inertes utilisés dans le cadre du remblaiement de la carrière.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan mis à jour le 10 août 2023. Il comprenait les éléments requis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Profondeur de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Profondeur de l'extraction
Prescription contrôlée : Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à 25 m NGF, soit une profondeur maximale de 85 mètres par rapport au niveau des terrains naturels.
Constats : Le plan présenté le jour de l'inspection montrait une cote minimale de 43 m NGF, soit une cote supérieure à celle autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus ainsi que les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du Code du travail, auquel est annexé un plan général des stockages.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des produits dangereux, basée sur les besoins annuels de la carrière. Il indique que cette liste est mise à jour chaque année lors des audits environnementaux internes. En cas de non conformité, un plan d'actions est mis en place. Cependant, la date de dernière mise à jour indiquée est de mai 2021, et certaines lignes ne sont pas remplies concernant la conformité. L'exploitant doit mettre à jour cette liste et y annexer les fiches de données de sécurité et un plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'inspection le registre à jour dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Les roues de tous les véhicules sortant de la carrière doivent être propres. Si nécessaire, un système de nettoyage des roues est utilisé. Le chargement et le déchargement des véhicules s'effectuent sur une aire aménagée et dédiée à l'intérieur du site de la carrière. Les véhicules utilisés pour le chargement et le déchargement affrétés par la société LAFARGE ou pour la réception des déblais du métro sont bâchés pour éviter les envols de poussières sur la voie publique. Tout véhicule non bâché devra obligatoirement passer par un système d'aspersion d'eau en vue de rabattre les poussières.
Constats : L'exploitant indique que le bâchage est obligatoire pour les semis et que l'aspersion est obligatoire pour les plus petits camions. Les camions passent par un rotolève avant leur sortie de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés, couverts ou placés à proximité d'écrans végétaux. Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Elles sont arrosées autant que nécessaire.
Constats : Un arrosage de l'installation est en place. L'arrosage des pistes se fait en fonction des besoins. L'eau de fond de fosse est pompée et stockée dans des bassins puis utilisée pour l'arrosage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Ces stations de mesure sont situées au niveau des secteurs identifiés sur la carte en annexe du présent arrêté. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe suivant du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 9.4.1 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Le plan de surveillance date de 2017. Les mesures étaient trimestrielles de 2010 à 2022. Un porter à connaissance a été déposé le 26 juillet 2023 pour modifier la fréquence des mesures et passer à des mesures semestrielles. Cette disposition est prévue dans l'arrêté préfectoral si les résultats sont inférieurs aux valeurs fixées pendant 8 campagnes consécutives. L'exploitant a d'ores et déjà modifié cette fréquence en 2023. Les résultats des mesures de 2023 sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe ci-dessus. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>De plus les teneurs en éléments-traces métalliques mesurées dans les poussières ne devront pas dépasser les valeurs suivantes :</p> <p>Leur suivi s'effectue par le moyen de CIP10 selon la durée et la fréquence prévues dans le présent article.</p> <p>Paramètre VTR (en µg/m³) : As 1, Ba 1, Cd 0,45, Cr 0,2, Cu 1, Hg 0,2, Mo 12, Ni 0,02, Pb 0,25, Sb 0,2, Se 20, Zn 0,9</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 9.4.1 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. Notamment l'accueil des déblais inertes « K3+ » devra être suspendu et des mesures adaptées devront être mises en œuvre pour garantir l'absence de risque pour la santé humaine.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le porter à connaissance déposé le 26 juillet 2023, l'exploitant demande l'arrêt des mesures CIP10 en raison des résultats inférieurs aux valeurs de référence pour l'ensemble des mesures effectuées et de l'absence de risque sanitaire mis en évidence.</p> <p>> Ce point sera traité dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières et taux de quartz
Prescription contrôlée : Au moins une fois tous les trois ans, une mesure des retombées dans l'environnement de la fraction inhalable des poussières et de son taux de quartz est effectuée. Une mesure annuelle de l'antimoine est réalisée dans les poussières fines (PM10) et les poussières très fines (PM4). Les valeurs sont à comparer aux valeurs de l'étude quantitative des risques sanitaires remise en septembre 2016. En cas de dépassement significatif l'étude devrait être remise à jour. Une éventuelle évolution défavorable des conclusions de la mise à jour de l'étude quantitative des risques devra par conséquent conduire l'exploitant à prendre toute mesure complémentaire devant garantir l'absence de risque sanitaire.
Constats : L'exploitant indique que les dernières mesures semestrielles datent de 2022. Auparavant, elles étaient trimestrielles. Les mesures ont été arrêtées en 2023 car elles étaient liées aux apports de déblais provenant du chantier du métro, qui sont maintenant terminés. L'arrêt des mesures est expliqué dans le PAC déposé en juillet 2023. > Ce point sera traité dans le cadre de l'instruction du PAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suivi des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les eaux d'exhaure sont traitées avant rejet au milieu naturel. Le traitement consiste à une décantation primaire puis neutralisation, puis décantation secondaire. Ces bassins de traitement sont correctement dimensionnés et entretenus afin de permettre de recueillir les eaux et d'en assurer le traitement même en cas de fortes précipitations. Le point de rejet des eaux d'exhaure est unique, facilement accessible et clairement repéré. Le circuit des eaux est équipé d'un système permettant d'interdire tout rejet en cas de pollution. Le débit de rejet est limité en vue de son acceptabilité pour le bassin versant.
Constats : Les bassins sont régulièrement curés, à une fréquence dépendant de la pluviométrie. Le prochain curage sera effectué en mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs admissibles pour les eaux rejetées
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent à tout moment les prescriptions suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5, température < 30 °C, MEST < 35 mg/l, hydrocarbures < 10 mg/l, DCO < 125 mg/l, métaux (Fe + Al) < 5 mg/l Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur 24h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Concentration maximale admissible au rejet : As 0,83 µg/l, Ba 60,8 µg/l, Cr 3,5 µg/l, Hg 0,07 µg/l, Mo 6,8 µg/l, Pb 1,2 µg/l, Sb 0,6 µg/l, Se 1 µg/l, Fluorures 375 µg/l Chlorures 258 mg/l, sulfates 600 mg/l, Cd 0,08 µg/l, Cu 1 µg/l, Ni 4 µg/l, Zn 7,8 µg/l Un suivi mensuel des paramètres suivants est réalisé par un organisme agréé en amont et en aval du rejet : As, Ba, Cr, Hg, Mo, Pb, Sb, Se, Fluorures, Chlorures, Sulfates, Cd, Cu, Ni, Zn
Constats : L'exploitant indique que les mesures sont maintenant semestrielles, comme indiqué dans son PAC déposé en juillet 2023, sauf pour les 4 paramètres problématiques (SO4, Zn, Ni et Cd) pour lesquelles la fréquence est maintenue mensuelle. Les dernières analyses datent du 11 juin 2023 et du 23 novembre 2023. Quand des paramètres sont au-dessus des valeurs de référence, une comparaison est faite entre l'amont, le rejet et l'aval pour vérifier si le paramètre est marqueur. L'exploitant indique qu'en dehors des 4 paramètres cités précédemment pour lesquelles une étude technico-économique a été faite, les autres paramètres ne sont pas marqueurs, c'est-à-dire déjà présents en amont. > Ce point sera traité dans le cadre de l'instruction du PAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Suivi des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de suivi
Prescription contrôlée : Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.6.3 est réalisé par l'exploitant dans les conditions suivantes : Suivi au rejet (sortie du bassin après traitement à la chaux) : débit continu, pH quotidien, MES, Fe, Al mensuelle, T°, conductivité, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures et sulfates mensuelles* DCO, hydrocarbures annuelles Ruisseau du Merquelande (amont point de rejet, aval point de rejet) : couleur, pH, O2, DCO, MES, Ammonium, conductivité, Fe, Al, hydrocarbures semestrielle As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures, sulfates, mensuelles* L'indice biologique diatomée annuel en condition représentative (en période d'étiage et de rejet) * Les analyses des métaux seront réalisées mensuellement pendant 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Dans l'éventualité où les résultats de ce suivi démontreraient l'absence d'impact de l'activité d'accueil de déblais inertes « K3+ » de façon systématique sur une durée continue de 6 mois, la fréquence de contrôle pourra devenir trimestrielle pour les paramètres concernés. A l'inverse, en cas de dépassement constaté des seuils de rejet retenus, l'accueil des déblais inertes « K3+ » devra être suspendu et des mesures adaptées devront être mises en œuvre pour garantir l'absence de déclassement à l'aval du rejet pour le paramètre ETM concerné.
Constats : La température, le pH et le débit sont relevés toutes les minutes. Les autres paramètres sont étudiés trimestriellement comme expliqué dans le PAC déposé en juillet 2023 (voir point de contrôle précédent).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Suivi des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Communication des résultats
Prescription contrôlée : Les résultats de l'auto-surveillance sont à transmettre à l'Inspection des Installations Classées tous les trimestres.
Constats : Les résultats sont bien déposés sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un suivi piézométrique des puits répartis en périphérie du site est assuré par un organisme compétent, selon les fréquences définies dans le tableau figurant ci-après. Les variations piézométriques sont explicitées (climatiques, exploitation). Un suivi des paramètres suivants est assuré par un organisme agréé, dans les conditions suivantes : POINT DE SUIVI PARAMÈTRES FRÉQUENCE Puits : 1, 2, 3, 4, 7, 11, 12, 14, 15, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 33. Forage : F1, F2, F3 Niveau piézométrique Semestrielle Puits : 21 ou 7 (en fonction de l'accord des riverains), 15 et 28 Forage : F1 pH, T°, Conductivité, Hydrocarbures, Trimestrielle As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures et sulfates Trimestrielle* *Les analyses des métaux seront réalisées trimestriellement pendant 12 mois. Si les résultats montrent l'absence de ces métaux dans les eaux souterraines durant cette période, la périodicité de ces analyses deviendra semestrielle. En cas de variations significatives de la piézométrie ou des valeurs des paramètres, une étude devra en déterminer les causes. En cas d'incidence avérée de l'exploitation sur les puits alentours, toutes mesures nécessaires doivent être mises en oeuvre pour compenser l'arrêt des puits des riverains. Les résultats sont à transmettre à l'inspection des installations classées tous les semestres. L'ensemble des relevés et conclusions seront communiqués lors de la commission de suivi visée à l'article 1.10.
Constats : Les dernières analyses datent de mars, mai, juillet et octobre 2023. Les résultats, conformes, ont été communiqués en commission de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. La réserve d'eau a une capacité minimum de 120 m3. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les abords du bassin est aménagé pour le stationnement des véhicules de lutte contre l'incendie et pour leur permettre un accès aisé.

Constats :

L'exploitant n'a pas de bassin dédié à la lutte contre l'incendie. Il indique que le bassin avec les eaux de pompage de fond de fosse sert pour l'arrosage et pourrait servir en cas d'incendie. Cependant, cet usage n'est pas formalisé et l'exploitant n'a pas présenté d'accord du SDIS pour cet usage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois, les preuves de la présence du volume d'eau nécessaire à tout moment dans sa réserve, avec un accord écrit du SDIS sur celle-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois